

2 décembre 2019



FORMATION HUMAINE : LES GRANDS DEBATS DE L'ETHIQUE

Débat : Dire et réguler l'IA

Laura DI ROLLO avec le travail de Manon RIOLI, Justine ZERLINI, Edouard CLARET, Maxim SIEGEL

Cours et travaux supervisés par Mathieu Guillermin

Questions de départ : Comment / faut-il enseigner l'IA ? Comment / faut-il réguler l'IA ?

I. ENSEIGNER L'IA : Faut-il enseigner l'IA ? Comment enseigner l'IA ?

1. Il y a eu un consensus dès le début dans le groupe par rapport au fait d'enseigner l'IA dès le plus jeune âge, dans les écoles publiques. Exemple : apprendre à coder. Conséquences : le fait d'apprendre aux jeunes à coder sur des logiciels ludiques comme "PythonTurtle" (=logiciel qui apprend à coder en langage python en écrivant un code basique pour faire bouger une tortue sur l'écran), en donnant des exemples de leur utilisation à plus haut niveau, comme le fait de cibler des consommateurs, permettrait un engrenage intellectuel qui leur donnerait les outils pour avoir une réflexion critique par rapport à l'IA et ses utilisations.

2. Ce type de programme scolaire permettrait également d'éviter la création de fantasmes, et aurait par conséquent un impact positif par rapport à la fantasmagorie actuelle autour de l'IA. Exemple : un intervenant travaillant dans le milieu de la santé nous dit que dans les années 1990 on pensait qu'on allait tout soigner avec des médicaments, ou séquencer le génome. Ce n'est toujours pas le cas. Les systèmes informatiques sont une véritable aide notamment dans l'étude de l'imagerie avec les scanner, et plus spécifiquement les applications d'imagerie mises au point en dermatologie, mais la question suivante s'est posée : est-ce que l'IA a vraiment permis de meilleurs soins ? Certains problèmes persistent comme le manque de personnel dans les hôpitaux, il faut "démystifier" l'IA.

3. Cet esquisse de réflexion permettrait par la suite de contribuer à la conscientisation du fait qu'on a tous, à notre échelle individuelle, un rôle à jouer dans la collection de méta-data, qu'on a tous un droit fondamental à la liberté, qu'on peut choisir à qui on décide de donner ou pas nos informations personnelles. Exemple : une intervenante parle des enceintes connectées du type "google home." Une faible minorité de gens auraient conscience de ce que cela implique : le fait d'être sur écoute constamment. L'IA a ses bienfaits, mais il faut la démystifier en tant que sauveur de l'humanité, elle ne peut régler tous les problèmes et elle en pose d'autres.

II. RÉGULER L'IA : Faut-il réguler l'IA ? Comment réguler l'IA

1. C'est trop tard pour encadrer, le progrès est devant nous. Une intervenante pose le constat suivant : on n'a pas assez conscience de ces choses pour jouer un rôle dans leur régulation. Le progrès va trop vite pour réguler les choses avec la méthode et les institutions actuelles. Exemple : le scandale du 10 avril 2018 lorsque Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, se fait auditer au sénat aux U.S.A, et on réalise que les sénateurs qui lui posent des questions, supposés voter des lois pour réguler des entreprises comme Facebook, ne savent pas comment Facebook marche. Donc la méthode institutionnelle, largement rétro-active (=prévoir des solutions aux problèmes une fois qu'ils sont survenus) ne serait pas adaptée. Il faudrait soit : choisir une autre méthode, plutôt pro-active (=prévoir les problèmes potentiels et leurs solutions avant qu'ils n'arrivent), comme le cas de la confidentialité des données chez Facebook qui a fait scandale en avril 2018 ; soit donner cette responsabilité à une autre institution.

2. L'État / les représentations démocratiques doivent réguler. Problème : certains états comme la Chine, qui utilise les systèmes de reconnaissance faciale à outrance, et qui sont plus autocratiques que démocratiques, exercent de fait trop de pouvoir sur leur population. Question : l'état arriverait-il à juxtaposer le "bien du peuple" et la régulation des entreprises qui utilisent des systèmes d'intelligence artificielle ? Les états, qui seront de fait plus

puissants, arriveront-ils à s'auto-réguler ? Indépendamment de ces questions, il est clair qu'un cadre doit être imposé aux entreprises, qui sont guidées par des intérêts financiers, comme un des participants à dit : "il faut changer le moteur qui est le profit."

3. Les entreprises (notamment les GAFAM : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) doivent s'auto-réguler. Problème : il faut de la transparence, et cela contredit les modèles sur lesquels sont basés ces entreprises, modèles du profit par la manipulation de leurs utilisateurs, ignorants en majeure partie de la manière dont sont utilisées leurs données.

4. Une structure tierce pour réguler ? Un comité d'éthique avec un pouvoir exécutif ? Problème : cette structure serait-elle mondiale, ses régulations généralisées et globalisées, ou faudrait-il que cette structure soit subdivisée pour chaque pays ? Comment réguler les abus commis par les entreprises les plus puissantes du monde ?

III. LIBERTÉ ET IA - Question de la liberté du choix : Sécurité versus Liberté ? Sens critique

1. Gratuité des réseaux sociaux : souvent les gens sont prêts à donner beaucoup de choses même si cela veut dire perdre un peu de liberté. Si des applications comme google Maps étaient nationalisées, on saurait où vont nos données, et qui y aurait accès.

2. Côté positif de la collecte de données : on peut profiler les gens pour les aider, par exemple à l'école, pour trouver des études ou une méthode qui conviendrait plus spécifiquement aux étudiants, mais ce n'est pas ce qui est développé en priorité pour les entreprises aujourd'hui. De plus, les publicités ciblées peuvent contribuer à l'économie dans le sens où la rentabilité d'une entreprise va créer de l'emploi, mais le profilage n'est pas utilisé pour le meilleur intérêt du consommateur. Il faudrait que le but soit véritablement d'aider l'utilisateur plutôt que la recherche de profit. Dans le débat de la sécurité vs la liberté, il a été question de la lutte contre le terrorisme. Exemple : en février 2016, Apple refuse d'accorder au FBI l'accès à ses données. On est confronté à la question de la sécurité versus la liberté. L'enjeu concerne finalement cette valeur fondamentale qu'est la liberté individuelle.

3. Dernier point : un certain niveau de réflexion est nécessaire pour arriver à se poser ces questions, les informations auxquelles nous avons accès sont-elles toujours fiables et accessibles ? Une intervenante dresse le constat suivant : aujourd'hui on a accès à tout et n'importe quoi, mais on a accès à tout. Ce qui est important, c'est de développer un sens critique, multiplier ses sources, "ne pas se faire berner" par la facilité d'accès aux informations.

